l'armée européenne inclue des composantes non-conventionnelles. La question du nucléaire est ici posée ; elle comporte deux aspects distincts :

a) *Les armes américaines mises en œuvre par des unités européennes* ; il s'agit essentiellement de bombes aéroportées, alignées dans le cadre de l'Otan par des unités allemandes, belges, grecques, italiennes et néerlandaises [2]. Ces armes ne sont pas sous contrôle européen ; les écologistes appellent chacun des États-membres à renoncer unilatéralement à ces armes, et à les faire évacuer de leur territoire.

b) *Les armes européennes mises en œuvre par des unités européennes* ; il s'agit ici des forces de dissuasion française et britannique. Pour les écologistes, il est hors de question que ces forces soient reprises dans une structure intégrée européenne de dissuasion. À nos yeux, si elle réussit son intégration, l'Union européenne sera parfaitement en mesure de dissuader toute agression extérieure par des moyens conventionnels. La question de l'indispensable désarmement nucléaire franco-britannique devra donc se régler de manière autonome, dans le cadre d'un processus de négociation global *("Start III")* que les Verts appellent de leurs vœux afin d'aboutir à une dénucléarisation totale de la planète. Dans cette optique, les institutions de l'Union auront à jouer un rôle incitatif.

Proposition 8 : Créer une Agence européenne de l'armement

Un outil militaire commun doit naturellement être doté d'un équipement choisi en commun. De surcroît, les coûts de développement et de production des systèmes d'armes modernes rendent impensable la poursuite autonome de politiques nationales en la matière. Celles-ci engendrent des surcoûts considérables: développement parallèle de systèmes concurrents, incompatibilité des équipements, opacité des marchés... De nombreux programmes multinationaux existent déjà : ils doivent devenir la règle. L'Agence aura pour mission de spécifier les armements et équipements nécessaires aux forces armées européennes, et de gérer les programmes de rééquipement de celles-ci avec pour objectif la standardisation des systèmes au prix le plus juste. Elle devra aussi définir une politique industrielle visant à une rationalisation profonde du secteur européen de l'armement, qui devra être placé sous étroit contrôle public.

Proposition 9 : Créer une Agence européenne de contrôle de l'armement

Le surarmement constitue en soi, on l'a dit, un facteur d'insécurité. L'objectif de maintenir le niveau d'armement de l'Europe, mais aussi du reste du monde au plus bas niveau possible demeure tout à fait d'actualité. L'Agence dont la création est proposée ici aura pour mission d'alimenter la Commission en propositions dans l'optique de nouveaux accords de réduction des armements conventionnels entre l'Europe et ses voisins géopolitiques tant au nord qu'au sud. Elle contribuera à formuler la politique de contrôle des exportations européennes d'armes, que les Verts exigent de voir soumises à des critères stricts tant quant au contenu (armes « admises » en fonction des critères précisés *supra*) que quant aux États destinataires (démocratie, respect des droits de l'homme...). L'Agence gérera et contrôlera l'exécution de cette politique, déterminée par la Commission.

Proposition 10 : Jeter les base d'une défense populaire civile non-violente

Dans le cadre de la défense des démocraties européennes contre des menaces extérieures (agressions) ou intérieures (coups d'États), les écologistes ont appelé depuis leurs débuts à une rénovation profonde des concepts défensifs. Au-delà des méthodes militaires, par essence violentes, et mises en œuvre par un nombre de plus en plus restreints de spécialistes, les Verts promeuvent le concept d'une défense civile populaire non-violente. Aussi proposons-nous la création d'un **Corps européen civil de la paix**. Doté de moyens financiers et humains appropriés, il sera composé à la fois de chercheurs spécialisés dans ce domaine et d'observateurs, de médiateurs entraînés à la résolution non-violente de conflits. Son rôle sera double :

- jeter les bases d'une formation des citoyens aux techniques de défense civile non-violente (désobéissance civile, résistance non-armée...) basée sur les expériences récentes : Europe centrale et orientale, Philippines, Argentine... Il s'agira également de poursuivre la recherche en la matière ;
- participer à des missions préventives tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire de l'Union, de manière intégrée au cadre des décisions communes en matière de politique extérieure et de sécurité.

Proposition 11 : Établir le contrôle démocratique sur la politique étrangère et de sécurité commune

Enfin, pour les écologistes, il est indispensable que soit établi et garanti le contrôle démocratique, c'est-à-dire par une instance élue au suffrage universel direct, de la politique étrangère et de sécurité commune. En particulier, toute décision relative à la mise en œuvre des forces militaires, dans un cadre de maintien ou de rétablissement de la paix, ne pourra être prise que moyennant un vote préalable des Parlements nationaux concernés ainsi que du Parlement européen, à une majorité spécialement qualifiée, selon des modalités à déterminer. La mise en place de ce contrôle démocratique dans le cadre de la réforme des Traités de l'Union, doit, pour les Verts, précéder toute forme, même intermédiaire, d'intégration. ▲

● ● ● ●

1) Ainsi, au sein de l'Otan, les avions-radars Awacs sont mis en œuvre par une telle unité commune, la Nato Airborne Early Warning Force (NAEWF), qui est alignée notamment en ex-Yougoslavie. Les appareils ont été acquis en commun, et sont mis en œuvre par des équipages multinationaux.

2) Ainsi que turques.

Notes de lecture

L'état du monde 2000
Annuaire économique géopolitique mondial

La Découverte, Paris, 1999, 672 p., 149 F.

On lira toujours avec intérêt cet annuaire qui, chaque automne, offre une synthèse de l'année écoulée et une présentation de la conjoncture de quelque 255 pays du monde. On consultera notamment, en annexe, le répertoire des organisations internationales et régionales avec indication de leurs sites internet. De même, "Le monde sur internet" donne les références des sites sur chaque pays ou continent. De quoi assouvir un immense appétit de connaissance et d'information ! **B. B.**

● ● ● ● ● ● ● ●

Le nouvel état du monde
Les 80 idées-forces pour entrer dans le XXIe siècle
sous la direction de Serge Cordellier

La Découverte, Paris, 1999, 263 p., 98 F.

Cet ouvrage s'inscrit en complément de *L'état du monde* qui fête ses vingt ans en l'an 2000. Quatre-vingt articles analysent les lignes de force aujourd'hui à l'œuvre. La problématique de géopolitique et de relations internationales est particulièrement bien présente d'une part au travers de quatorze entrées traitant de la sécurité collective et d'autre part dans la cinquième et dernière section de l'ouvrage qui présente un bilan des changements intervenus au cours de le dernière décennie dans les différentes régions du monde. Fidèle à la préoccupation didactique de la collection "L'état du monde", chacune des synthèses se termine par des pistes de lectures et des adresses de sites Internet. **P. B.**

● ● ● ●

Les notes de lecture ont été rédigées par **Bruno Barrillot, Patrice Bouveret,** et **Michel Robert**

Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours

Philippe Masson

Perrin, Paris, 1999, 509 p., 159 F.

Bien écrit, sérieusement documenté et de plan ultra-classique ce travail offre un indéniable plaisir de lecture. Deux réserves pourtant.

1°) Le titre *« jusqu'à nos jours »* est trompeur puisque les années d'après 1962 ne font l'objet que d'un dernier chapitre expéditif intitulé *« L'ombre du nucléaire »*. Ce qui traduit l'insuffisance d'une problématique, centrant le sujet sur les armées en campagne et les stratégies d'état-major, faisant donc la part du lion aux deux guerres mondiales (près des 2/3 du volume), négligeant les rapports armée-nation, milieux politiques outil militaire, évolution des mentalités...

2°) L'adhésion de l'auteur — fonctions au service historique de la Marine, enseignement à l'École supérieure de guerre navale "obligent" — aux thèses conservatrices du milieu militaire est forte : sous prétexte de mise en perspective, il justifie les choix de Pétain, réhabilite Gamelin ou Darlan, fait preuve d'un antigaullisme mal déguisé et d'un anticommunisme sans nuances. Les thèses contraires à ce point de vue sont escamotées. Les quelques cartes situées en fin d'ouvrage sont peu utiles. **M. R.**

● ● ● ● ● ● ● ●

La politique étrangère et de sécurité commune (Pesc)

Jean-Michel Dumond et Philippe Setton

La Documentation française, Paris, collection "réflexe Europe", 1999, 158 p., 65,59 F/10 euros

À l'heure où le premier Monsieur Pesc — alias Javier Solana, ex-secrétaire général de l'Otan — va prendre ses fonctions, voici un livre bien pratique par sa description des procédures et instruments de la Politique étrangère et de sécurité commune inscrite dans le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en décembre 1991 et entré en vigueur en novembre 1993. Certes, du projet à la réalité, le fossé est grand encore pour la mise en place d'une réelle politique de sécurité collective qui ne se résume pas à un simple échange d'informations diplomatiques ou à des symboles style brigade franco-allemande... Et, de fait, *« l'Union européenne ne parvient pas ainsi à peser significativement sur les rapports de force internationaux »*, constatent les auteurs. La guerre du Kosovo, au printemps dernier, a d'ailleurs bien montré les limites de la politique européenne et sa trop grande dépendance vis-à-vis des Américains.

Les auteurs soulignent que *« c'est à l'évidence dans le domaine de la défense que les progrès de l'Union politique ont été les plus modestes »*. Raison essentielle : *« l'absence de volonté politique et singulièrement, l'absence de consensus entre l'Allemagne, le Royaume uni et la France sur le resserrement des liens institutionnels entre l'Union et l'UEO et sur l'articulation entre l'UEO et l'Otan. » In fine*, les difficultés dans la mise en place de la Pesc proviennent, pour les auteurs, de l'absence d'une perspective politique commune sur l'avenir même de l'Union européenne *« entre ceux qui veulent une Europe puissance et ceux qui se contenteraient aisément d'une simple zone de libre échange »*. Ce qui est alors en jeu c'est la question du transfert de souveraineté d'une nouvelle part des prérogatives des États au profit de l'instance "Union européenne".

Le point noir de ce livre : l'absence — certes trop souvent fréquente dans ce type d'ouvrages — de la question de l'exercice du contrôle démocratique dans le domaine des relations internationales. **P. B.**

Kosovo : un drame annoncé

sous la direction de Antoine Garapon et Olivier Mongin

Éditions Michalon, Paris, 1999, 294 p., 95 F.

La guerre du Kosovo. Éclairages et commentaires

sous la direction de Bernard Adam

Grip/éditions Complexe, Bruxelles, 1999, 180 p., 595 FB/98 FF

"Kosovo"

Confluences Méditerranée

dossier préparé par Christophe Chiclet

L'Harmattan, Paris, n° 30, été 1999, 203 p., 90 F

Le premier ouvrage rassemble des articles publiés pour la plupart dans la revue *Esprit* et rédigés par des membres du Comité Kosovo. Publiés fin avril, alors que la guerre venait à peine de démarrer, il permet de *« comprendre les ressorts de cette guerre »* en rappelant les phases majeures d'un conflit qui n'a pas débuté le 24 mars 1999 avec les frappes aériennes mais qui progresse depuis plus de dix ans. La chronologie établie par Xavier Galmiche est à cet égard fort significative. Dans une postface, Antoine Garapon et Olivier Mongin montre en quoi *« ce conflit ne recèle aucune menace communiste, pas plus qu'une hypothétique guerre de cultures [...], mais consacre plutôt l'apparition d'une nouvelle forme de pouvoir qui assoit sa domination sur le conflit ethnique, ainsi que le surgissement d'une nouvelle forme de violence guerrière qui invite à repenser les relations de la politique et de la justice »*.

Les contributions à l'ouvrage du Grip ont été écrites alors que les bombardements sur la Serbie se déroulaient. Néanmoins ils permettent de dresser un premier bilan militaire, stratégique, de l'opération Tempête et de s'interroger sur les conséquences de ce conflit vis-à-vis de l'ONU une nouvelle fois marginalisée, de l'Union européenne en recherche d'une politique étrangère et de sécurité commune, du dévoiement du droit d'ingérence, etc.

En conclusion de l'ouvrage, Bernard Adam rappelle *« qu'il ne suffit pas de recourir à la force pour pouvoir régler un problème complexe »* et que face à la conception américaine des relations internationales basée sur une nette tendance à l'unilatéralisme et au trop rapide recours à l'usage de la force, il y a nécessité pour l'Union européenne de se dégager de sa quasi entière dépendance vis-à-vis des États-Unis et d'opter*« résolument pour une politique de prévention des conflits »*.

Comme le note Jean-Paul Chagnollaud en introduction du dossier de la revue *Confluences Méditerranée*, cette guerre laisse un fort sentiment d'un *« formidable gâchis »*, tant pour les Kosovars que pour les Serbes. La victoire finalement obtenue par l'Otan par la *« quasi-capitulation de Milosevic »* a un goût *« amère et sans gloire »*. Certes, avec cette guerre, *« on ne pouvait imaginer plus remarquable démonstration de la pérennité et du rôle international de l'organisation politique et militaire de l'Alliance atlantique »*, comme le souligne Paul-Marie de la Gorce dans sa contribution sur le rôle de l'Otan. Mais pour quelle politique ? et à quel prix ? Car, rappelle Bernard Ravenel, *« tant que l'on ne distinguera pas nettement la démocratie du nationalisme comme culture politique capable d'offrir une réelle sécurité aux groupes et aux individus en garantissant le respect des identités ethniques* sans *nationalisme, il sera* [...] *contre-productif d'opérer des interventions militaires et diplomatiques prétendant apporter des solutions stables, pacifiques et démocratiques aux crises balkaniques d'aujourd'hui »*. **P. B.**

● ● ● ● ● ● ● ●

Trafics, barbouzes et compagnies...

Aventures militaires françaises en Afrique

Agir Ici - Survie

L'Harmattan, Paris, 1999,125 p.

Ce livre rassemble en six chapitres le douzième dossier noir de la politique africaine de la France. Ici les auteurs pointent tout particulièrement la coopération militaire française : l'officielle et surtout, l'officieuse via quelques mercenaires ou assimilés. L'officielle d'abord : ce livre montre concrètement comment les bases militaires comme les interventions répétées en terre africaine apparaissent indispensables à l'armée française dont la plupart des responsables d'état-major sont passés par la coloniale, mais également à tous ceux qui y ont construit des "réseaux", des financements occultes... Une coopération qui sert quelques potentats soumis à la France et n'est d'aucun secours aux populations quand vient la crise : qu'a fait la France pour empêcher le génocide au Rwanda alors qu'elle a soutenu jusqu'au bout le régime du président Habyarimana ?

Quant à "l'officieuse", les auteurs, décrivant les agissements de Paul Barril, des services secrets et autres Bob Denard, montrent que c'est la partie cachée de l'iceberg officiel. Peu honorable pour un pays qui a toujours la prétention de donner la leçon des droits de l'homme. **B. B.**

● ● ● ● ● ● ● ●

Le droit à l'autodétermination en dehors des situations de décolonisation

Théodore Christakis

La Documentation française, Paris, 1999, 679 p., 262,38 F

Cet ouvrage de droit aborde une question d'actualité : existe-t-il un droit à la sécession ? L'auteur aborde le problème des communautés infra-étatiques, disons des minorités, et de leur droit à *« l'autodétermination interne »* vis-à-vis de leur gouvernement central. Le droit conventionnel reconnaît le droit de l'ensemble de la population d'un État à un gouvernement démocratique, offrant ainsi aux peuples une protection contre la tyrannie et l'autoritarisme. La thèse de Théodore Christakis tente d'aller plus loin en montrant que le droit à l'autodétermination interne pourrait se mettre en place sans conduire à la mutilation des États et à la sécession unilatérale qui, jusqu'à présent, est plus une question de fait et force que de droit. **B. B.**

L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu
Colette Braeckman

Fayard, Paris, 1999, 431 p., 138 F

Journaliste au quotidien belge *Le Soir* et spécialiste de l'Afrique centrale, Colette Braeckman reprend les événements qui ont secoué le Congo depuis la chute de Mobutu, le plus corrompu d'Afrique centrale. L'espoir suscité par la chute de ce régime engendrera la déception car les pays africains, dégagés de l'influence des Européens, restent en proie à leurs vieux démons : égoïsme d'État, ethnisme, goût du profit immédiat, recours à la violence.

L'auteur, cependant, se propose de donner quelques signes d'espoir. À ceux qui pronostiquaient l'éclatement du Zaïre, livré à l'appétit de ses voisins, elle montre qu'ils avaient sous-estimé le sentiment national des Congolais. Une conscience s'est forgée, par la colonisation, le régime Mobutu, par les travaux de la Conférence nationale : *« Les Congolais, toutes régions et tribus confondues, expriment des désirs convergents : vivre dans un État de droit, avoir le loisir de choisir leurs dirigeants suivant des procédures démocratiques, bénéficier d'une certaine décentralisation, instaurer le fédéralisme... »* Bref, pour les Congolais, la partition du pays est une perspective impensable. **B. B.**

● ● ● ● ● ● ● ●

Le Viêt-nam en mutation
Michel Herland

Paris, La Documentation française, 1999, 158 p., 81,99 F

Viêt-nam
Parcours d'une nation
Philippe Papin

La Documentation française, Paris, 1999, 181 p., 98,39 F

Le Viêt-nam sort de son isolement. Selon Michel Herland, ce n'est pas sans danger, puisque l'ouverture économique est simultanément cause de richesse et de vulnérabilité, sans parler de ses conséquences, à terme, sur le régime politique. Mais le Viêt-nam dispose de multiples atouts : une population dynamique et des ressources naturelles et touristiques. *Le Viêt-nam en mutation* est un ouvrage original qui replace la situation contemporaine de ce pays dans son épaisseur historique.

L'ouvrage de Philippe Papin, de la collection "Asie plurielle", est une monographie à l'intention de non-spécialistes qui peuvent être conduits à se rendre au Viêt-nam. Ce parcours d'une nation est élaboré par un spécialiste, agrégé d'histoire et actuellement en poste au Viêt-nam. C'est dire que la perspective historique est privilégiée pour permettre au lecteur de comprendre les ressorts de la singularité vietnamienne et sa capacité à se confronter à de nouveaux défis : modifier son mode de fonctionnement économique, trouver de nouveaux partenaires diplomatiques tout en ménageant son puissant voisin chinois.

B. B.

● ● ● ● ● ● ● ●

Associations et communication
Critique du marketing
Éric Dacheux

CNRS éditions, col. CNRS communication, Paris, 1998, 155 pages.

Lors de la journée d'étude du 7 mars 1998 (*cf. Damoclès* n° 78, p. 21-26), Éric Dacheux avait souligné les effets pervers que pouvait comporter l'utilisation des outils du marketing par les associations. Dans cet ouvrage, le lecteur retrouvera les différents thèmes qu'il avait alors développé. L'auteur ne s'intéresse pas à l'ensemble des associations dont le champ d'action est fort disparate mais plus particulièrement à celles dont l'objet principal est *« un engagement politique de transformation sociale »*...

L'ouvrage démarre par un rappel de la complexité de la communication qui est *« ni réductible à des recettes ni la propriété exclusive de quelques experts professionnels »*. Soulignant que les *« problèmes de communication »* que rencontrent le monde associatif correspond souvent à une crise d'identité (mutation du militantisme, tentative d'instrumentalisation par les pouvoirs publics, crise sociale aiguë, etc.), l'auteur dresse un canevas permettant à toute personne concernée d'analyser les causes et de tracer quelques pistes pour « mieux » gérer la communication associative. **P. B.**

● ● ● ● ● ● ● ●

Et maintenant, Le monde en bref
Politique étrangère, journalisme global et libertés
Les médias : témoins mais aussi acteurs du nouveau désordre mondial
Jean-Paul Marthoz

Grip/éditions Complexe, Bruxelles, 1999, 310 p., 795 FB/138 FF

Les médias n'échappent pas au mouvement actuel de « marchandisation » et de globalisation. C'est pourquoi la maîtrise de l'information et de sa circulation est devenue un enjeu aussi crucial. Là encore l'avance américaine est considérable, imposant sa conception "néo-libérale" *« qui relègue dans les banlieues de l'Histoire la notion de service et d'intérêt publics »*...

L'auteur décortique, au travers de ce remarquable ouvrage, le panorama médiatique où désinformation, censure, intoxication, élitisme, manipulation, pantouflage, etc., s'entremêlent au mépris du rôle d'information, d'analyses contradictoires, indispensable à tout fonctionnement sociétal qui se veut un tant soit peu démocratique. Car *« la manière dont la presse couvre le monde influe sur la manière dont on veut construire le monde »*... Il souligne que *« lors des récents conflits militaires ou économiques, le front de l'information a été l'un des plus chauds et, d'une certaine manière, l'un des plus meurtriers. La vérité est toujours la première victime de la guerre. »*

Jean-Paul Marthoz termine son ouvrage par un plaidoyer en faveur d'un journalisme "engagé". Le journaliste est *« condamné au courage, alors que tout son environnement le pousse au suivisme »*. **P. B.**

Complétez votre collection de Damoclès

— *Actes du Colloque : "Défense de l'Europe ou défense européenne"*
juin 1989 - 92 pages *en co-édition avec Alerte atomique (MDPL)* **55 F**

— *Témoignages. Essais nucléaires français : des Polynésiens prennent la parole*
novembre 1990 - 76 pages, *en co-édition avec Greenpeace* **45 F**

— *Nouvelles menaces vieux démons Actes du colloque du 25 mai 1991*
octobre 1991 - 48 p. **55 F**

— *Quelle ONU, pour quelle Paix ?*
n° 57 - 2ème trimestre 1993 - 52 p. **40 F**

— *France-Afrique : Quelle coopération militaire ?*
n° 58 - 3ème trimestre 1993 - 44 p. **40 F**

— *Les déchets nucléaires militaires français*
n° 60 - 1er trimestre 1994 - 52 p. **40 F**

— *L'industrie d'armement*
n° 61 -2ème trimestre 1994 - 52 p. **40 F**

— *Paix et démographie*
n° 62 -3ème trimestre 1994 - 52 p. **40 F**

— *La prolifération en question*
n° 63 -4ème trimestre 1994 - 52 p. **40 F**

— *Projet de réforme de l'ONU*
n° 64 -1er trimestre 1995 - 52 p. **40 F**

— *Indonésie : arrêt des ventes d'armes*
n° 65 -2ème trimestre 1995 - 44 p. **40 F**

— *Essais nucléaires au rapport...*
n° 66 -3ème trimestre 1995 - 52 p. **40 F**

— *CEA : un demi-siècle de pouvoir nucléaire*
n° 67 -4ème trimestre 1995 - 52 p. **Epuisé** **40 F**

— *Bilan des essais nucléaires français en Algérie*
n° 68 -1er trimestre 1996 - 52 p. **40 F**

— *Réforme de l'armée : le rendez-vous manqué*
n° 69 -2ème trimestre 1996 - 36 p. **40 F**

— *Industries d'armements : comment réussir la reconversion ?*
n° 70 -3ème trimestre 1996 - 52 p. **40 F**

— *Le service national en question*
n° 71 -4ème trimestre 1996 - 52 p. **40 F**

— *La coopération en question*
n° 72 -1er trimestre 1997 - 52 p. **40 F**

— *Quelles évolutions pour la politique de sécurité commune ?*
n° 73 -2ème trimestre 1997 - 44 p. **40 F**

— *L'effondrement de l'ordre bipolaire annonce-t-il la fin de l'ordre militaire ? Euro-Maghreb : vers une frontière armée ?*
n° 74 & 75 -3ème & 4ème trimestre 1997 - 84 p. **40 F**

— *Armes nucléaires : droit des peuples Contrôle des armes : l'expérience du Mali*
n° 76 -1er trimestre 1998 - 36 p. **40 F**

— *Essais nucléaires : rapport de l'AIEA L'invention de l'homo militaris à travers les caricatures*
n° 77 -2ème trimestre 1998 - 36 p. **40 F**

— *Compte-rendu de la journées d'étude : Médias, opinion publique et mouvements de paix*
n° 78 -3ème trimestre 1998 - 36 p. **40 F**

— *Prolifération des armes légères : Que faire ?*
n° 79 -4ème trimestre 1998 - 36 p. **40 F**

— *Interdictions des mines antipersonnel : Une convention sous haute surveillance*
n° 80 -1er trimestre 1999 - 36 p. **40 F**

— *Guerre du Kosovo : un tournant pour l'Europe ?*
n° 81 -2ème trimestre 1999 - 36 p. **40 F**

(Prix indiqués TVA incluse (2,10 %) et port compris)
Les numéros épuisés sont disponibles aux mêmes conditions en photocopie

À commander à : *Damoclès*, 187 montée de Choulans 69005 Lyon
Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 S

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement

4 numéros (un an) :
France : **160 FF**
Europe : **200 FF**
Autres pays : **220 FF**
Etudiants, chômeurs, tarif réduit : **120 FF**
Soutien à partir de **250 FF**
Abonnements groupés *Damoclès/La lettre de l'Observatoire :* un an/8 n° : **200 FF**
TVA (2,10 %) incluse

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Tél. .....

❑ S'abonne à *Damoclès* à partir du n° : .....
❑ S'abonne à *Damoclès* et à *La lettre de l'Observatoire* pour un an

Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 S

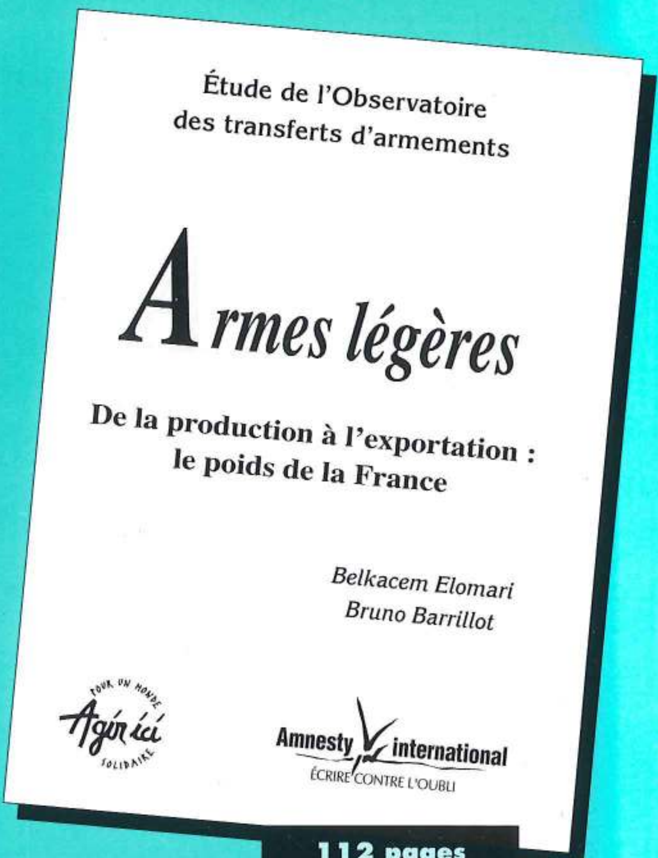
À renvoyer à* Damoclès, *187 montée de Choulans 69005 Lyon

Directeur de publication : Patrice Bouveret — CPPAP n° 67010 — Imprimé par **Atelier 26** - Tél 04 75 85 51 00
Maquette : CDRPC — Dépôt légal à date de parution

NOUVEAU

Armes légères

De la production à l'exportation : le poids de la France



112 pages
65 F.
port compris

Aujourd'hui, le rôle des armes légères dans le développement des conflits est devenu une préoccupation majeure de la société civile. Les États, de leur côté, tentent de réprimer à juste titre les trafics illicites, mais ils occultent trop souvent leur contribution à la dissémination des armes légères, car au point de départ des trafics dits « illicites » il y a eu des transferts d'armes dits « légaux ».

Qui produit ? Qui vend ? Qui achète ces armes ? Quel est le poids de la France dans ce secteur ? Cette étude de l'Observatoire des transferts d'armements, unique en son genre, vient lever le voile sur un sujet mal connu et contribuer à plus de transparence. Elle a été réalisée dans le cadre de la campagne des organisations non gouvernementales françaises du *Réseau international d'action sur les armes légères* pour limiter la prolifération et l'usage incontrôlé de ces armes.

Informer et agir pour la paix

Le CDRPC a pour objectif de diffuser l'information et de participer à des actions de recherche et de formation sur les questions de paix et de guerre, de désarmement et de militarisation. Les études du CDRPC constituent des moyens d'information uniques et indispensables à qui veut comprendre les mécanismes de la militarisation et agir en pleine connaissance pour un véritable désarmement.

À commander au *CDRPC* 187 montée de Choulans F-69005 Lyon
Chèques à l'ordre du CDRPC : CCP Lyon 3305 96 S